

# Bureau du cyberspace : le joker de la diplomatie américaine

Aux États-Unis, le Bureau du cyberspace et de la politique numérique démarre officiellement ses activités, cinq mois après l'annonce de sa [création](#).

L'initiative vise à répondre, par la voix diplomatique, à la montée des périls sur le terrain cyber. Elle s'inscrit, par ailleurs, dans l'agenda de modernisation de la diplomatie américaine. Une modernisation pilotée par Antony Blinken, le secrétaire d'État de la présidence Biden.

Selon ses promoteurs, le « Bureau of Cyberspace and Digital Policy » ([CDP](#)) a pour missions de : « encourager un comportement responsable des États dans le cyberspace, promouvoir les politiques de protection, intégrité et sûreté de l'[infrastructure Internet](#), servir les intérêts des États-Unis, promouvoir la compétitivité et défendre les valeurs démocratiques. »

## Trois unités à défendre

Le Bureau du cyberspace et de la politique numérique regroupe trois unités. L'une est dédiée à la sécurité internationale du cyberspace, l'autre à la politique internationale de l'information et des communications, la troisième à la liberté numérique.

Le service, qui sera supervisé par un ambassadeur cyber confirmé par le Sénat américain, ouvre ses portes à l'heure où l'offensive militaire menée par la Russie contre l'Ukraine s'accompagne d'une montée des périls en matière de cybersécurité à l'échelle mondiale.

L'administration Biden redoute l'imminence de [cyberattaques](#) russes à fort impact sur l'activité. « La Russie pourrait opérer une cyberactivité malveillante contre les États-Unis, notamment en réponse aux sanctions économiques sans précédent imposées à la Russie par ses alliés et partenaires », prévenait Joe Biden le 21 mars dernier.

Cette énième mise en garde s'adresse surtout à la communauté d'affaires. C'est dans ce contexte que la nouvelle entité administrative ébauche les priorités de son action.

« La cybersécurité et la politique numérique sont vitales pour la sécurité nationale des États-Unis », a déclaré le secrétaire d'État Antony Blinken lors d'une cérémonie d'inauguration du Bureau du CDP. « Nous sommes en lutte concernant les règles, l'infrastructure et les normes qui définiront notre avenir numérique », a ajouté le haut fonctionnaire américain.